

TIZI-OUZOU

Le dimanche
de l'angoisse

Voilà, on y est ! Finalement les menaces proférées par les syndicats de l'éducation, nombreux à Tizi-Ouzou, n'étaient pas que des paroles en l'air. Ce dernier week-end a été, en effet, des plus studieux chez les représentants des travailleurs du secteur si l'on en juge par le nombre de déclarations rendues publiques et que les responsables de l'inspection académique ne devraient certainement pas trop apprécier.

Azedine Maktour - Tizi-Ouzou (Le Soir) - Bien qu'ils aient déjà répondu par sit-in interposés, déclarations enflammées et autres journées de protestation, les syndicats n'ont donc pas fini de maugréer. A leur première riposte aux propos tenus par le directeur de l'éducation lors d'une conférence de presse tenue il y a un mois, ils ont décidé, qui, en solo, comme c'est le cas du SETE/UGTA, qui, en coordination tel que l'ont voulu le Cnapest, le Satef et l'Unpef, de faire de ce dimanche une journée toute particulière. Du syndicat d'entreprise de l'éducation affilié à l'UGTA, qui, tout en s'attaquant aux autorités en charge du secteur n'a pas été tendre envers les autres syndicats, à l'intersyndicale libre comme ont décidé de se dénommer le Satef, le Cnapest et l'Unpef. Tous ont, en commun, cette même cible que constitue la direction de l'éducation. Le SETE/UGTA d'abord. Celui-ci exige, entre autres, du wali d'user de tous ses pouvoirs pour dénouer une situation qui n'a que trop duré et dont l'origine remonte au jour où il a été décidé la centralisation de la paie. En guise d'action, les syndicalistes de l'UGTA ont appelé leurs adhérents à une journée de protestation pour ce dimanche.

Indépendamment de l'action préconisée avec ses partenaires de l'intersyndicale libre, consistant pour lui aussi en l'observation d'une journée de protestation, le Cnapest, quant à lui, se veut plus radical. En effet, il a décidé d'appeler à un arrêt de travail à compter de ce fameux dimanche et ce, jusqu'à ce que le salaire du mois de janvier soit versé. Le Cnapest précise bien que la reprise du travail aura lieu le lendemain de la perception effective de la paie. Ainsi donc, contrairement à ce que laissait entendre le premier responsable de l'éducation à Tizi-Ouzou, les choses semblent loin d'être arrangées. Lui qui se félicitait du nombre restreint de mouvements de protestation depuis le début de cette année scolaire, comparée aux précédentes, il risque d'être servi. Au grand désappointement des parents d'élèves.

A. M.

ALORS QUE LE RECTEUR D'ALGER TIENT AUJOURD'HUI UNE
RÉUNION AVEC LES DOYENS DES DIFFÉRENTES FACULTÉSLa protestation
des étudiants s'intensifie

Une réunion exceptionnelle pour discuter de la situation qui prévaut au niveau de la faculté des sciences politiques et de l'information (ex-ITFC) aura lieu aujourd'hui. Une rencontre qui verra la participation du recteur de l'Université d'Alger et des doyens des différentes facultés. C'est ce qu'indique un communiqué de presse, émanant du chef de cabinet de l'Université d'Alger, M. Mohamed Kechroud. Plus d'une semaine depuis l'intensification des actions des universitaires et près d'un mois du début de la grogne, le premier responsable de l'Université d'Alger, D' Tahar Hadjar, réagit enfin. Est-ce une tentative d'apaisement ? Tout porte à le croire. Mercredi dernier, prêts de 18 étudiants ont été libérés. Auparavant, ils ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Bir-Mourad-Rais. "Le nombre exact des étudiants relâchés n'a pas encore été précisé suite à la rafle de lundi soir. Nous savons qu'en plus de Merzouk Hamitouche, trois autres étudiants sont toujours emprisonnés", a indiqué M'hand, un membre du "collectif des étudiants autonomes". Il s'agit de Youcef, Mouloud et Farid. "D'après nos informations, deux universitaires sont encore recherchés", a-t-il souligné. Il affirmera que "parmi ceux relâchés, plusieurs d'entre eux ont été tabassés. Ils gardent encore les marques sur leur corps". Les quatre étudiants, toujours emprisonnés, seront présentés demain au tribunal de Bir-Mourad-Rais. "Une autre liste comportant le nom de 12 étudiants ayant participé à la rencontre avec le doyen circule pour leur arrestation", a ajouté M'hand. Le collectif des étudiants autonomes de l'Université d'Alger, "devant tous ces agissements qui s'inscrivent dans une dynamique destructive et assassinat de l'âme estudiantine, et face aux



envahiront l'institut dans lequel les étudiants se sont rassemblés pour occuper les lieux pacifiquement. Une vingtaine d'étudiants seront arrêtés, dont deux filles. On y dénombrera plusieurs blessés. Hier, une étudiante et résidente à la cité de jeunes filles de Ben-Aknoun nous a contacté pour nous faire part de la décision de faire un sit-in à l'intérieur de la cité. "Dès 21 heures, les résidents de toutes les cités tiendront des sit-in", a-t-elle déclaré. Aujourd'hui et demain d'autres actions de solidarité seront tenues. Il s'agit notamment des occupations des lieux, des sit-in et de marches pacifiques. Le collectif des étudiants autonomes de l'Université d'Alger a appelé, hier, dans un communiqué, l'ensemble des enseignants de l'université à se prononcer devant "la gravité des événements" où "l'ignorance et la violence priment sur le savoir".

Meriem Ouyahia

Rassemblement et
marche pacifique demain
à la faculté de Bouzaréah

Le comité autonome des étudiants de la faculté de Bouzaréah appelle "l'ensemble des étudiants à se mobiliser et à participer massivement" à des actions de solidarité. Il s'agit de la tenue d'un rassemblement suivi d'une marche pacifique demain à partir de 10 h 30 pour exiger "le respect des franchises universitaires, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les étudiants arbitrairement arrêtés, l'arrêt des poursuites judiciaires et des harcèlements policiers à l'encontre des étudiants et le respect des libertés démocratiques". Dans son appel, le comité écrit : "l'Université algérienne vit une situation de crise sans précédent. Au lieu que l'université soit un lieu d'épanouissement, du savoir universel et de recherche scientifique, (...) le pouvoir œuvre par sa politique de bradage, sa gabegie administrative et ses pratiques policières à la transformer en un lieu de conflits et de violence. Pour répondre aux revendications les plus élémentaires des universitaires, le système autoritaire a déployé sa machine répressive au sein même de l'université : arrestations arbitraires et poursuites judiciaires contre des étudiants, et passage à tabac des étudiants."

M. O.

LE SYNDICAT NATIONAL DES PRATICIENS
SPECIALISTES DE LA SANTE PUBLIQUESession extraordinaire
pour le bureau national ce lundi

Le bureau national du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) tiendra une réunion extraordinaire ce lundi 17 janvier, annonce un communiqué transmis hier à notre rédaction par ce syndicat.

Cette rencontre a été décidée mercredi dernier par le bureau exécutif de ce syndicat, suite au verdict rendu en appel par la cour d'Alger, qui mercredi dernier, s'est déclarée incompétente dans l'affaire opposant le département Redjimi au SNPSSP. Un jugement qui annule de fait la décision du 24 octobre 2004, du tribunal des référés de Hussein-Dey qui ordonnait l'arrêt de la grève déclenchée par le SNPSSP, le 18

octobre dernier. Dans son communiqué, le bureau exécutif qui croit en "la justesse du combat" et à "l'attachement aux moyens légaux de règlement des conflits sociaux", indique que cette réunion tournera essentiellement autour de la récente décision de la cour d'Alger et des mesures à prendre pour faire aboutir les revendications de cette catégorie des professionnels de la santé. Revendications consignées dans un protocole signé avec le ministère en mars 2004. Accord resté lettre morte depuis ! D'où le recours à la grève déclenchée le 18 octobre dernier. Pour rappel, le juge qui avait pris une décision conservatoire exécutoire de l'arrêt de la grève

s'était déclaré incompétent à déclarer la grève illégale et a renvoyé l'affaire à la chambre administrative près la cour d'Alger. "Forte" de la décision de justice d'arrêter cette grève le 24 octobre, suite à une plainte déposée le 23 par le ministère, la tutelle avait coupé tout contact avec le syndicat. Silence que ce dernier dénoncera lors de la conférence de presse qu'anima son secrétaire général la dernière semaine de décembre. La toute récente décision de la cour d'Alger conforte dans leur démarche les praticiens spécialistes, qui en affineront les contours lundi prochain.

Saïda Azzouz